

Les politiques éducatives au Maroc à l'aune de la Déclaration de Paris 2005 sur l'efficacité de l'aide au développement.

Educational policies in Morocco in light of the 2005 Paris Declaration on Aid Effectiveness for Development.

Mohamed TIZI

Doctorant, Laboratoire d'études juridiques et politiques, Université Sultan Moulay Slimane, Maroc

Bouchaib ZIATE

Professeur de l'enseignement supérieur, Laboratoire d'études juridiques et politiques, Université Sultan

Moulay Slimane

Abdellah OISKHINE

Docteur en droit public, Laboratoire d'études juridiques et politiques, Université Sultan Moulay Slimane,

Résumé :

L'aide internationale au développement est un outil de financement de projets dans les pays en développement. Face à l'inefficacité des subventions accordées auparavant, une réunion a eu lieu entre les bailleurs de fonds et les pays partenaires, qui a abouti à la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au développement. Le Maroc, en tant que participant à cette réunion et bénéficiaire du soutien financier international, s'est empressé d'activer le contenu de la Déclaration de Paris. Les politiques éducatives sont une manifestation des engagements de cette déclaration. Bien que cette dernière ait laissé aux pays le soin de déterminer leurs priorités et leurs politiques, un regard sur la politique éducative et les programmes de réforme de l'éducation au Maroc apparaît tiré des rapports internationaux et des engagements extérieurs du pays, tels que les Objectifs du Millénaire pour le Développement 2015 et les Objectifs du Développement Durable 2030. Quant à la gestion des politiques éducatives, des méthodes de gestion modernes ont été imposées, tirées de l'entrepreneuriat. A ce niveau nous mentionnons particulièrement la gestion axée sur les résultats comme solution à l'inefficacité de l'aide soulevée lors de la réunion de Paris. Malgré tous ces engagements et les efforts pour les mettre en œuvre, les résultats obtenus au Maroc dans le domaine de l'éducation et de la formation restent faibles par rapport aux budgets qui ont été dépensés.

Mots clés : Politiques éducatives, Déclaration de Paris, Développement.

Abstract

International development assistance is a tool for financing projects in developing countries. Faced with the ineffectiveness of previously provided grants, a meeting was held between donors and partner countries, leading to the Paris Declaration on the Effectiveness of Development Aid. Morocco, as a participant in this meeting and a beneficiary of international financial support, quickly implemented the content of the Paris Declaration. Educational policies are a manifestation of the commitments contained in this Declaration. Although the latter left it to the countries to determine their priorities and policies, the outlook on educational policy and education reform programs in Morocco appears to be derived from international reports and the country's external commitments, such as the 2015 Millennium Development Goals and the 2030 Sustainable Development Goals. As for the management of educational policies, modern administrative methods have been imposed derived from From entrepreneurship. At this level, we point in particular to results-based

management as a solution to the ineffectiveness of aid that was put forward at the Paris meeting. Despite all these commitments and the efforts made to implement them, the results obtained in Morocco in the field of education remain low compared to the budgets spent.

Keywords: Educational policies, Paris Declaration, Development.

Introduction

Depuis le début du millénaire, la réforme du système éducatif marocain est devenue une priorité nationale par la plus haute autorité du pays. « Convaincu de l'importance primordiale de l'enseignement utile ... à relever les défis du développement et de la mondialisation..., Notre première décision stratégique fut d'entériner la Charte Nationale de l'Education et de la Formation, et d'ériger sa mise en œuvre en deuxième priorité de cette décennie, après la question sacrée de notre intégrité territoriale⁵³⁶⁴ ». Cela dit que tout développement voulu passe par un bon système éducatif.

Pour les pays en voie de développement, et particulièrement ceux d'Afrique, les organisations internationales ne cessaient d'occuper une place prépondérante dans l'élaboration des politiques publiques dans un contexte de mondialisation et d'ajustement structurel (PAS) ⁵³⁶⁵. L'éducation représente un secteur d'intérêt au niveau de l'aide au développement, ce qui soulève des enjeux complexes entre les besoins croissants pour des financements du développement et la conditionnalité dans l'aide internationale.

Et tenant compte de la situation économique du pays qui vient d'achever des années de programme d'ajustement structurel, et le besoin de financement pour ce grand chantier, qui est l'éducation, parmi plusieurs d'autres chantier, le Maroc a dû de mobiliser tous les financements possibles. A ce niveau-là les aides publiques au développement (APD)⁵³⁶⁶ apparaissaient comme opportunité surtout lorsque on sait qu'en 2023, les APDs des pays membres du Comité d'aide au développement (CAD)⁵³⁶⁷ de l'OCDE s'est élevée à 223,7 milliards USD. Le Maroc a bénéficié de presque 25,49 milliards USD pour la période 2005-2022⁵³⁶⁸ soit l'équivalent de 1,41 milliards USD par an.

⁵³⁶⁴ Discours du Trône, Mercredi 30 juillet 2003, à Tanger.

⁵³⁶⁵ Les programmes d'ajustement structurel désignent des politiques menées sous la conduite des institutions financières internationales, notamment le Fonds monétaire international (FMI), qui visent à instaurer dans un délai le plus rapide possible une économie de marché conforme aux critères de l'orthodoxie libérale, voire néolibérale.

<https://geoconfluences.ens-lyon.fr/glossaire/ajustement-structurel#:~:text=Les%20programmes%20d'ajustement%20structurel,crit%C3%A8res%20de%20l'orthodoxie%20lib%C3%A9rale%2C> visité le 25-5-2024

⁵³⁶⁶ On entend par « aide publique au développement » tous les apports de ressources qui sont fournis aux pays et territoires sur la Liste des bénéficiaires d'APD, ou à des institutions multilatérales, et qui répondent aux critères suivants :

Émaner d'organismes publics, y compris les États et les collectivités locales, ou d'organismes agissant pour le compte d'organismes publics ;

Avoir pour but essentiel de favoriser le développement économique et l'amélioration du niveau de vie des pays en développement ;

<https://www.oecd.org/fr/cad/financementpourledeveloppementdurable/normes-financement-developpement/aidepubliqueaudeveloppementdefinitionetchampcouvert.htm#ODA2017> visité le 25-5-2024

⁵³⁶⁷ Le Comité d'aide au développement de l'OCDE (CAD) est une instance regroupant les gouvernements qui fournissent plus de 90 % de l'aide publique au développement à travers le monde avec des organisations multilatérales, comme le Programme des Nations Unies pour le développement, la Banque mondiale et le Fonds monétaire international

⁵³⁶⁸ <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/DT.ODA.ALLD.CD?locations=MA> visité le 25-5-2024

En se réunant à Paris en 2 Mars 2005, donneurs⁵³⁶⁹ et pays partenaires⁵³⁷⁰ reconnaissent dans leur déclaration « que si la réalisation de ces objectifs suppose un accroissement des volumes d'aide et d'autres ressources affectées au développement, une augmentation significative de l'efficacité de l'aide est également nécessaire pour soutenir les efforts déployés par les pays partenaires en vue de renforcer la gouvernance et d'améliorer les résultats obtenus sur le front du développement. Cela importera d'autant plus si les initiatives actuelles et à venir conduisent à d'autres augmentations significatives de l'aide. » cela implique sur tout que les pays bénéficiaires des aides au développement fassent plus d'efforts afin de répondre aux nouvelles exigences des donneurs surtout au niveau d'efficacité et d'efficience des politiques de développement.

Dans cette optique, notre sujet essaierait d'approcher l'impact de la déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au développement sur les politiques éducatives au Maroc depuis le plan d'urgence 2009-2012 jusqu'à la vision stratégique 2015-2030. Et pour atteindre cet objectif on va aborder cette problématique en se basant sur l'approche séquentielle qui permet de suivre le développement d'une politique à travers des phases. Entre autres cette approche nous proposera un cadre d'analyse simple en introduisant un minimum d'ordre dans la complexité des actions et des décisions constitutives des politiques éducatives. Aussi elle peut apporter une sociologisation du regard sur l'action de l'État en évoquant le rôle de la déclaration de Paris (donneurs) dans les différentes phases des politiques éducatives marocaines.

En ce sens, nous discuterons l'impact la déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au développement sur les politiques éducatives au Maroc en trois points essentiels. Le premier est celui de l'appropriation des politiques éducatives en relation avec l'agenda international dans le domaine de l'éducation (la mise sur agenda, la production de solutions). En deuxième lieu nous allons traiter la gouvernance des politiques éducatives au Maroc en ce qui concerne l'introduction de la gestion axée sur les résultats (la décision, la mise en œuvre). En fin on verra l'efficacité de ces politiques et ses répercussions sur le capital humain(l'évaluation).

- L'appropriation des politiques éducatives au Maroc

La mise en agenda est considérée comme l'étape la plus importante de toute politique publique. A ce stade, le problème est défini, et grâce à cette définition, les solutions proposées sont déterminées. Cette étape est une arène de compétition entre de nombreux acteurs de la politique publique. Dans ce contexte, la politique éducative, quant à elle, ne diffère pas de toute autre politique publique passant dans les mêmes étapes. Si « les programmes d'ajustement structurel désignent des politiques menées sous la conduite des institutions financières internationales, notamment le Fonds monétaire international (FMI), qui visent à instaurer dans un délai le plus rapide possible une économie de marché conforme aux critères de l'orthodoxie libérale, voire néolibérale⁵³⁷¹ », la déclaration de Paris vise à l'« alignement de l'aide sur les priorités, systèmes et procédures des pays partenaires ».

- L'implication des acteurs extérieurs dans les politiques éducatives nationales

Compte tenu du rôle croissant des acteurs extérieurs dans les politiques nationales des pays, le Maroc, à son tour, vu sa politique éducative affectée par un ensemble de pressions extérieures, ou

⁵³⁶⁹ Sur tous les pays de l'OCDE et organismes internationales tel que Banque africaine de développement, Banque de développement du Conseil de l'Europe (CEB), Banque européenne d'investissement, Banque européenne pour la reconstruction et le développement, Banque mondiale, Fonds monétaire international.

⁵³⁷⁰ Les pays en voie de développement dont fait le Maroc.

⁵³⁷¹ Jean Coussy, « Etats africains, programmes d'ajustement et consensus de Washington », L'Économie politique 2006/4 (n o 32), Éditions Alternatives économiques, p33.

plutôt par ses engagements internationaux. Il est impliqué dans un ensemble d'accords et de déclarations internationaux liés au domaine de l'éducation. On le retrouve engagé en faveur des Objectifs Millénaires pour le développement (OMD)2015 dont l'éducation de base universelle est le deuxième objectif. Le Maroc s'est également engagé pour les Objectifs de développement durable (ODD)à l'horizon 2030 et son quatrième objectif lié à la qualité de l'éducation.

Si l'agenda international dans le domaine de l'éducation et de formation s'inscrit dans le cadre des OMD et des ODD, on trouve que le Cadre d'Action de la Dakar en 2000 et la Déclaration universelle sur l'éducation pour tous en 1990 à Jomtien, en Thaïlande, sont considérés comme les documents les plus importants définissant les politiques éducatives mondiales. L'importance de ces références pour les politiques nationales peut être constatée en mettant en avant leurs objectifs et orientations à chaque stratégie éducative nationale et en s'évaluant à leur référentiel. De sa part la déclaration de Paris signale que les aides se fassent entre autres dans le cadre des Nations unies, de la mise en œuvre de la Déclaration du millénaire et des OMDs.

Le diagnostic de la réalité éducative au Maroc est devenu dépendant des indicateurs internationaux émis par plusieurs organisations internationales notamment l'OCDE. Cela fait que la définition du problème et les solutions proposées proviennent d'organisations internationales et sont adaptées localement malgré les débats et les consultations internes qui se déroulent avant l'élaboration de chaque réforme⁵³⁷² et qui sont exigés par la déclaration de Paris⁵³⁷³.

- Le débat national sur la question éducative

Concernant le Maroc, la politique éducative dans son ensemble reste un débat élitiste qui ne produit pas de perceptions claires sur les attitudes de la société à son égard. Dans ce contexte, les stratégies nationales sont poussées par la vision du pouvoir politique ainsi que par les moyens disponibles. Cela l'explique Al-Jabiri en estimant que garder le silence sur les problèmes réels, éviter de les exposer au public, recourir à des tactiques et à des solutions de compromis et apparaître dans la posture de l'unité et de l'harmonie, telles sont les caractéristiques les plus marquantes qui ont dominé le débat et régissent les relations existantes entre les éléments de l'élite dirigeante au lendemain de l'indépendance, et donc le cadre général dans lequel des solutions ont été recherchées pour les différents problèmes en jeu, notamment le problème de l'éducation⁵³⁷⁴.

La faiblesse du débat sociétal et la prédominance des perceptions et directives fournies par les instances internationales sur la politique éducative au Maroc ne peuvent être que confirmées par le contenu de ces politiques en elles-mêmes. D'ailleurs c'est le rapport publié par la Banque mondiale en 1995 à la demande du Maroc qui a ouvert la voie à mise en agenda de la question éducative, d'où la définition du problème et les solutions possibles inspirées de ce rapport et d'autres rapports internationaux qui l'ont suivi. Dans cette optique vient la création d'une commission nationale

⁵³⁷² Pour la feuille de route 2022-2026 on a signalé la participation de plus de 100000 participants dans le cadre des concertations nationales : 33493 élèves, 21837 enseignants, 20666 familles, 1766 établissements, 6270 focus groupes, 83 rencontres territoriales, 243 ateliers thématiques, +22000 réponses aux questions.

En 28 avril 2014 et dans un communiqué du ministère de l'éducation nationale et de la formation professionnelle on a annoncé le lancement de « Rencontres consultatives sur l'école marocaine » avec la participation de tous les acteurs et partenaires.

⁵³⁷³ Les pays partenaires s'engagent à : S'investir du premier rôle dans l'élaboration et la mise en œuvre de leurs stratégies nationales de développement, dans le cadre d'un vaste processus de consultation ; Encourager une large participation d'acteurs nationaux très divers à la définition des priorités en matière de développement.

Déclaration de Paris.

⁵³⁷⁴ 54-53 محمد عابد الجابري، أضاء على مشكل التعليم بالمغرب، دار النشر المغربية، الدار البيضاء، الطبعة الأولى، 1973، ص 53-54

chargée de réformer le système d'éducation et de formation en 1999. Celle-ci ne pouvait pas ignorer ces rapports ni l'agenda international lors de la rédaction la Charte nationale de l'éducation et de la formation, qui peut être considérée comme le document de réforme le plus important au Maroc moderne.

- Le replis du rôle des partis politiques en tant que force de proposition des politiques éducatives

Les programmes mis en œuvre pour les politiques éducatives ou les déclarations des gouvernements successifs depuis 1998 montrent que l'acteur partisan marocain dans ce contexte est dépendant de l'agenda international en matière d'éducation, même s'il tente d'incarner ce que certains appellent la spécificité locale. Les partis et les gouvernements sont responsables devant le parlement ou les électeurs mais aussi vis-à-vis des organisations internationales⁵³⁷⁵. Le déclin des partis politiques dans la formulation des perceptions locales de la politique éducative est considéré comme dû aux transformations dont ils ont été témoins depuis les années 1970 et après la chute du mur de Berlin. À cet égard l'entrée au gouvernement d'une grande partie de l'opposition, formée par les partis du Mouvement national en 1998, et la présidence du gouvernement par le parti de justice et du développement dans les années 2011 et 2016, fait que les partis politiques marocains ont connu une transformation qui les a rendus un modèle des partis cartel⁵³⁷⁶, ce qui a réduit leur relation avec la société civile, qu'ils représentaient auparavant en tant que des partis de masse.

Le programme d'urgence 2009/2012 a fondé son diagnostic de la faible qualité de l'enseignement au Maroc sur les résultats du Maroc aux évaluations TIMSS⁵³⁷⁷ et PIRLS⁵³⁷⁸ pour les années 2003 et 2006 respectivement. Concernant la feuille de route 2022-2026, on s'est appuyé sur l'évaluation PISA⁵³⁷⁹, en complément de l'évaluation nationale PNEA⁵³⁸⁰. Les objectifs énoncés tant dans les

⁵³⁷⁵ Peter Mair, « Gouvernement représentatif v. Gouvernement responsable », Revue internationale de politique comparée, 2011/2 (Vol.18), Éditions De Boeck Supérieur, pp 156-157

⁵³⁷⁶ Voir Katz (R.), Mair (P.), « Changing Models of Party Organization and Party Democracy: The Emergence of the Cartel Party », Party politics 1.1, 1995.

⁵³⁷⁷ Depuis 1999, le Maroc, à l'instar de plusieurs pays arabes et africains, participe aux enquêtes TIMSS. Les niveaux concernés correspondent à la quatrième année du primaire et la deuxième année du secondaire collégial.

Le Conseil Supérieur de l'Éducation, de la Formation et de la Recherche Scientifique, RÉSULTATS DES ÉLÈVES MAROCAINS EN MATHÉMATIQUES ET EN SCIENCES DANS UN CONTEXTE INTERNATIONAL RAPPORT THÉMATIQUE TIMSS 2015,2018, P6

⁵³⁷⁸ Le Maroc participe à l'enquête PIRLS (depuis 2001... L'enquête PIRLS évalue l'apprentissage de la lecture et la compréhension à un moment déterminé du cycle scolaire, (4ème année), où l'élève est supposé maîtriser la lecture et la compréhension du texte écrit

Le Conseil Supérieur de l'Éducation, de la Formation et de la Recherche Scientifique, RÉSULTATS DES ÉLÈVES MAROCAINS DANS L'ÉTUDE INTERNATIONALE SUR LE PROGRÈS EN LITTÉRATIE PIRLS 2016,2019, PP 3-4

⁵³⁷⁹ L'enquête PISA est une étude internationale menée par l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE) tous les trois ans avec la participation de plusieurs pays et économies à travers le monde. Son objectif consiste à déterminer dans quelle mesure les jeunes de 15 ans sont capables de mobiliser les connaissances et compétences acquises pendant leur vie et de les appliquer à des situations de la vie réelle. Cette enquête cherche également à évaluer le degré de leur capacité à être préparés à participer pleinement à la vie de la société et à contribuer à une économie, fondée, de plus en plus, sur les savoirs et les technologies. Pour ce faire, PISA évalue les compétences de ces jeunes au seuil de l'âge adulte dans des domaines clés : en compréhension de l'écrit, en mathématiques et en sciences... En 2018, le Maroc a participé pour la première fois à cette enquête avec 73 218 élèves répondant à ce critère et répartis sur 180 établissements.

Le Conseil Supérieur de l'Éducation, de la Formation et de la Recherche Scientifique, PISA 2018 RAPPORT NATIONAL RÉSUMÉ,2021, P 6

⁵³⁸⁰ Le Programme National d'Évaluation des Acquis (PNEA) est une évaluation-bilan standardisée et un instrument de mesure des acquis des élèves et, par extension, le rendement de l'éducation... Ce programme constitue également un dispositif d'évaluation accompagnant la mise en œuvre de la Vision stratégique 2015.

OMDs 2015 que dans les ODDs 2030 restent des piliers sur lesquels ont été construits tous les programmes des politiques éducatives marocaines pour ces périodes.

En rappelant toutes ces données, on ne peut pas affirmer avec certitude qu'il n'y a pas d'appropriation des politiques éducatives au Maroc par l'État ou plus tôt par la société marocaine, mais on peut affirmer que le contexte de mondialisation que connaît le monde a fait que les priorités de l'éducation dans le monde soient les mêmes. Elles essayent de répondre à deux dimensions fondamentales : la première est la dimension des droits de l'homme, qui vise à permettre à chacun d'accéder à l'éducation jusqu'à des tranches d'âge spécifiques sans discrimination ; La deuxième dimension est liée à la qualité de cette éducation en lien avec l'approche économique qui cherche à fournir une main d'œuvre qualifiée dans le cadre de la théorie du capital humain.

- La gestion axée sur les résultats (GAR) comme élément essentiel de toute politique éducative

Dans un contexte de mondialisation économique et culturelle, le Maroc a essayé de s'adapter aux exigences des institutions internationales afin de bénéficier des aides publics aux développements qui sont de plus en plus importantes pour le développement du pays. Pour le secteur de l'éducation et de formation, le développement du capital humain se fait dans une perspective à la fois d'uniformisation (les savoirs et les compétences soient identiques pour tout le monde) et d'utilitarisme (ces savoirs et ces compétences servent la croissance économique).

- La nouvelle constitution de 2011 pour officialiser la nouvelle gestion axée sur les résultats

Pour intégrer la gestion axée sur les résultats (GAR) dans ses modes de gestion, le Maroc a fait plusieurs pas. Après la déclaration de Paris, la programmation budgétaire pluriannuelle a été débattue lors du séminaire organisé par le ministre des Finances et de la Privatisation conjointement avec la Banque Mondiale, le jeudi 19 avril 2007, La thématique du Cadre de Dépenses à Moyen Terme en tant qu'instrument de renforcement la programmation budgétaire pluriannuelle était le sujet. Ceci s'inscrit dans le cadre de "la démarche globale adoptée par le Gouvernement pour la réforme en profondeur de l'Etat et en particulier de la gestion publique, dont une composante essentielle est constituée par la modernisation de l'administration"⁵³⁸¹. Cela vise surtout l'assurance d'une meilleure déclinaison des stratégies sectorielles et des programmes d'action dont ceux de l'éducation nationale au niveau de la loi de finance ce qui contribuerait au renforcement de l'efficacité de la dépense publique.

Dans cette perspective, il fallait progresser dans la mise en place d'institutions et de structures de gouvernance pour assurer une bonne gestion des affaires publiques et à garantir à la population accès équitable aux services sociaux de base⁵³⁸². L'adoption de la constitution de 2011 étant un levier dans ce sens stipule dans son premier article que « Le régime constitutionnel du Royaume est fondé sur ... les principes de bonne gouvernance et de la corrélation entre la responsabilité et la reddition des comptes », ainsi les services publics « sont soumis aux normes de qualité, de transparence, de reddition des comptes et de responsabilité, et sont régis par les principes et valeurs démocratiques consacrés par la Constitution. », et « La Cour des Comptes a pour mission la

Le Conseil Supérieur de l'Éducation, de la Formation et de la Recherche Scientifique, PROGRAMME NATIONAL D'ÉVALUATION DES ACQUIS DES ÉLÈVES DU TRONC COMMUN PNEA 2016 RAPPORT ANALYTIQUE RÉSUMÉ, P 5.

⁵³⁸¹ Fathallah OULALALOU le ministre des Finances et de la Privatisation, séminaire sur Cadre de Dépenses à Moyen Terme, 19-04-2007.

<https://www.finances.gov.ma/fr/Pages/detail-actualite.aspx?fiche=1008> visité le 25-5-2024

⁵³⁸² Déclaration de Paris

protection des principes et valeurs de bonne gouvernance, de transparence et de reddition des comptes de l'Etat et des organismes publics. »⁵³⁸³

Et pour répondre d'une façon claire aux orientations internationales, notamment la déclaration de Paris sur l'efficacité des aides au développement, le Maroc a adopté la gestion axée sur les résultats dans le cadre de la gestion des finances publiques et des organisations publiques en promulguant la Loi organique 130-13 relative à la loi de finance (LOF). Cette loi répond à l'exigence d' « axer la gestion sur les résultats » que les pays partenaires dont le Maroc s'engage à « raccorder plus étroitement les stratégies nationales de développement et le cycle budgétaire, sur une base tant annuelle que pluriannuelle »⁵³⁸⁴.

Gérer par résultats signifie concentrer l'essentiel de son attention à l'atteinte des résultats, c'est que le premier article de LOF⁵³⁸⁵ signale en précisant que la loi de finance « tient compte... des objectifs et des résultats des programmes qu'elle détermine », car les dépenses d'investissement sont orientées selon la même loi à réaliser « des plans de développement stratégiques et des programmes pluriannuels », ce qui met fin à la gestion par les moyens.

- Les « Programmes » un levier de la GAR

Mais avant l'entrée en vigueur ni de la LOF 130-13 ni de la constitution de 2011, on peut déjà voir la conformité du programme d'urgence 2009-2012 aux principes de la déclaration de Paris. D'abord le pays a traduit la charte nationale de l'éducation et de formation « en programmes opérationnels axés sur les résultats intégrant une hiérarchisation des priorités »⁵³⁸⁶ et on a insisté sur les programmes⁵³⁸⁷ et non pas des projets ou plans. Dans ce cadre « l'obligation de résultats qui sous-tend le Programme NAJAH se traduit par l'adoption d'une méthode de travail, en rupture avec celles déclinées jusque-là...le Programme NAJAH propose un programme d'action visant à répondre à quatre objectifs clés »⁵³⁸⁸, tout en reconnaissant que cette réforme est conditionnée par l'instauration d'une nouvelle culture qui se base sur l'efficacité, l'évaluation et bien sur le résultat. Dans ce contexte la nécessité d'atteindre rapidement des « résultats tangibles » s'impose ⁵³⁸⁹ parce ce qu'il est impératif d'apporter la preuve que des « progrès tangibles » sont réalisés sur le terrain⁵³⁹⁰.

De même, et à fin mettre en œuvre la vision stratégique 2015-2030, le ministère de l'éducation nationale et de la formation professionnelle, a lancé « un programme opérationnel intégré ⁵³⁹¹»

⁵³⁸³ Constitution 2011, article 147.

⁵³⁸⁴ « Déclaration de Paris sur l'efficacité des aides au développement », 2 Mars 2005, Paris.

⁵³⁸⁵ Loi organique N°130-13 relative à la loi de finances, bulletin officiel, N°6370, 18-6-2015.

⁵³⁸⁶ Déclaration de Paris

⁵³⁸⁷ Un programme est un ensemble cohérent de projets ou actions relevant d'un même département ministériel ou d'une même institution et auquel sont associés des objectifs définis en fonction des finalités d'intérêt général ainsi que des indicateurs chiffrés permettant de mesurer les résultats escomptés et faisant l'objet d'une évaluation qui vise à s'assurer des conditions d'efficacité, d'efficience et de qualité liées aux réalisations.

LOF, article 39.

⁵³⁸⁸ Ministère de l'Education Nationale, de l'Enseignement Supérieur, de la Formation des Cadres et de la Recherche Scientifique, Pour un nouveau souffle de la réforme Présentation du Programme « NAJAH 2009-2012 » Rapport de synthèse, Juin 2008 P 3-5

⁵³⁸⁹ Idem P 7

⁵³⁹⁰ Déclaration de paris

⁵³⁹¹ وزارة التربية الوطنية والتكوين المهني، مذكرة إطار في شأن التنزيل الأولي للرؤية الاستراتيجية 2015-2030 من خلال تفعيل التدابير ذات الأولوية، مذكرة رقم 99/15 بتاريخ 12 أكتوبر 2015

pour la période 2015-2018, appuyé par un portefeuille de projets intégrés⁵³⁹². Ce dernier comporte pour chaque projet des objectifs généraux et spécifiques ainsi que les résultats attendus et les mesures à prendre pour les atteindre.

En approuvant la loi cadre 51-17 relative au système d'éducation, de formation et de recherche scientifique, le ministère de l'éducation nationale a mis des réajustements à son programme pour être en concordance avec ladite loi cadre⁵³⁹³, tout en consolidant la gestion axée sur les résultats en se référant à la LOF 130-13 et au cadre contractuel ⁵³⁹⁴entre tous les niveaux de l'administration de l'éducation nationale (centrale, académie, direction, établissement scolaire). De plus ce programme a été accompagné d'un cadre logique et d'un planning d'exécution avec des résultats précis à atteindre.

La vision de programmation pluriannuel, continue de dominer l'action du ministère de l'éducation en travaillant sur la concrétisation de la vision 2015-2030. A cet égard le Maroc a déployé une feuille de route 2022-2026⁵³⁹⁵ qui se présente comme « rupture dans le mode de mise en œuvre de la réforme » en passant de réforme axée sur les moyens et les procédures à une réforme axée sur l'impact en classes. Ce programme s'étale sur trois objectifs stratégiques et propose pour la période 2023-2024⁵³⁹⁶ vingt programmes avec des résultats clés à atteindre et des responsabilités claires pour chaque intervenant.

Après toutes ces réformes et l'adoption de la gestion axée sur les résultats, il faut s'interroger sur le niveau d'atteinte de ces derniers surtout avec ces moyens financiers énormes qui se sont déployés. Pour en évaluer la situation de l'impact des investissements en éducation on doit jeter un coup d'œil sur la situation du capital humain.

- Impact des politiques éducatives marocaines sur le capital humain

Les donateurs et les pays partenaires estimaient que les nouvelles règles de l'octroi des aides au développement préconisées par la déclaration de Paris « augmenteront les effets de l'aide sur la réduction de la pauvreté et des inégalités, la consolidation de la croissance, le renforcement des capacités et l'accélération des avancées vers les OMD »⁵³⁹⁷, aussi vers les ODDs. Pour en évaluer l'exécution des engagements pris concernant l'efficacité de l'aide, on se réfère à des études et évaluation des institutions et organisations nationales et internationales.

- Généralisation de l'enseignement de base

La généralisation de l'accès à l'enseignement primaire, à tous les enfants en âge de scolarisation, a constitué un grand défi et une priorité pour l'ensemble des réformes qui se sont succédé au Maroc depuis l'indépendance du pays. Et dans cette perspective la charte nationale de l'éducation et formation a fait de la généralisation de l'enseignement fondamental un de ses levier en concordance avec les OMDs.

⁵³⁹² وزارة التربية الوطنية والتكوين المهني، حافظة المشاريع المندمجة لتفعيل الرؤية الاستراتيجية 2015-2030، 11 يوليوز 2016.

⁵³⁹³ وزارة التربية الوطنية والتكوين المهني والتعليم العالي والبحث العلمي، بشأن تفعيل أحكام القانون الإطار رقم 51-17 المتعلق بمنظومة التربية والتكوين والبحث العلمي، مذكرة رقم 47×20، 18 شتنبر 2020.

⁵³⁹⁴ Il existe un projet de performance de ministère de l'éducation nationale qui accompagne la loi de finance chaque année, chaque AREF a un contrat de performance avec le ministère et avec les directions provinciales qui lui sont ajustées et chaque direction provinciale doit approuver les projets d'établissement pour chaque établissement scolaire.

⁵³⁹⁵ Ministère de l'éducation nationale du préscolaire et du sport, feuille de route 2022-2026, 12 engagements pour une école publique de qualité.

⁵³⁹⁶ Ministère de l'éducation nationale, du préscolaire et du sport, Cadre de déploiement 2023-2024.

⁵³⁹⁷ Déclaration de Paris

Après la mise en œuvre du programme d'urgence qui se définit comme un rattrapage des lacunes constatées lors de l'opérationnalisation de la Charte, les taux de scolarisation ont réalisé des résultats positifs, notamment au niveau de la généralisation du primaire. Alors on a passé entre l'an 2000 et 2013 d'un taux de 79% à 98% pour la scolarisation de la tranche d'âge 6-11ans⁵³⁹⁸. Certes, ces taux sont importants et le fruit du développement du réseau d'établissements scolaires en milieu rural qui connaît un taux de généralisation au tour de 96,5% en 2013 contre un taux de 69,5% en 2000. Mais la généralisation, notamment du secondaire collégial et qualifiant, demeure problématique.

Les statistiques du secondaire collégial constatent que le taux de généralisation de l'enseignement pour la tranche d'âge 12-14 ans est passé de 58% en 2000 à 86% en 2013 avec des taux inférieurs pour le rural. Les taux de ce dernier n'ont pas dépassé 34% en 2000 et 66% en 2013 avec plus de disparité pour les filles chez lesquelles ces taux ne dépassaient pas 24% en 2000 et 58% en 2013⁵³⁹⁹. En ce qui concerne le qualifiant le constat est le même avec des taux de généralisation passant de 35% l'an 2000 à 59% en 2013 et au niveau rural des taux respectives de 9% et 27% et plus choquant pour la fille rurale qui n'accède pas à ce niveau scolaire que taux de 5% en 2000 et 19% en 2013⁵⁴⁰⁰. A ce niveau-là on peut parler d'inefficacité du programme d'urgence tenant compte des investissements colossaux entrepris⁵⁴⁰¹.

- La faiblesse de qualité des apprentissages

S'il y'a encore des problèmes au niveaux de généralisation de l'enseignement notamment au cycle collégial ça ne doit pas nous faire oublier le grand défi qui est celui de la qualité des apprentissages. A ce stade, presque toutes les études et évaluations montre du doigt la faiblesse du système éducatif marocain. Plus que ça, on assiste quelque fois à des régression des niveaux des élèves malgré la continuité des réformes et les grands budgets qui leurs sont alloués. « Les résultats du Maroc dans l'enquête PISA 2018 témoignent d'une faiblesse de performances. ⁵⁴⁰²», Les résultats des élèves marocains dans cette enquête démontrent que le l'école marocaine ne parvient pas « à mettre en œuvre les principes de l'équité et l'égalité des chances et de la qualité pour tous, prônés par la Vision Stratégique de la réforme 2015-2030. Les dysfonctionnements empêchant d'atteindre ces objectifs persistent et font que tous les enfants et jeunes ne bénéficient pas des mêmes opportunités d'apprentissage. »⁵⁴⁰³

Et même lorsque les résultats du Maroc connaissent une évolution positive des scores en lecture, il y'a toujours des efforts qui doivent être fournis pour dépasser le déficit accumulé⁵⁴⁰⁴. En exemple

⁵³⁹⁸ Le Conseil Supérieur de l'Éducation, de la Formation et de la Recherche Scientifique, LA MISE EN ŒUVRE DE LA CHARTE nationale D'ÉDUCATION ET DE FORMATION 2000-2013 Acquis, déficits et défis RAPPORT Analytique, décembre 2014, p81

⁵³⁹⁹ Idem , p81

⁵⁴⁰⁰ Le Conseil Supérieur de l'Éducation, de la Formation et de la Recherche Scientifique, LA MISE EN ŒUVRE DE LA CHARTE nationale D'ÉDUCATION ET DE FORMATION 2000-2013 Acquis, déficits et défis RAPPORT Analytique, décembre 2014, p83

⁵⁴⁰¹ 45,27 MMDH mobilisé pour le programme d'urgence dont un budget de 29,91 MMDH consacré à la généralisation.

Cour des comptes, Rapport relatif à l'évaluation du programme d'urgence -Ministère de l'éducation nationale, Mai 2018, p17

⁵⁴⁰² Le Conseil Supérieur de l'Éducation, de la Formation et de la Recherche Scientifique, PISA 2018 RAPPORT NATIONAL RÉSUMÉ,2021, P10

⁵⁴⁰³ Idem , P6

⁵⁴⁰⁴ Le Conseil Supérieur de l'Éducation, de la Formation et de la Recherche Scientifique, RÉSULTATS DES ÉLÈVES MAROCAINS DANS L'ÉTUDE INTERNATIONALE SUR LE PROGRÈS EN LITTÉRATIE PIRLS 2016,2019, p14

également une amélioration des résultats en sciences et en mathématiques entre 2011 et 2015⁵⁴⁰⁵ ce qui n'a pas empêché le Maroc de se classer parmi les cinq derniers pays lors de l'édition TIMSS de 2019. Ces résultats sont confirmés par l'évaluation nationale PNEA2019 cité par la feuille de route 2022-2026. Celle-ci constate que seulement 30% des élèves du primaire au système public qui maîtrisent le programme à la fin du primaire et 10% pour les élèves du collège public.

- L'impact de la qualité de l'enseignement sur les jeunes au Maroc

D'autre part le système éducatif marocain souffre de l'abandon scolaire avec plus de 300000 élèves qui quittent l'école chaque année, en particulier au cycle collégial. Cela influence le classement du Maroc à l'échelle internationale, quant à la moyenne d'années de scolarisation qui ne dépassent pas 5.64 en 2014. Alors le Maroc se situe à la 136ème place par rapport à 175 pays du monde. « Ainsi, la scolarisation de la population marocaine âgée de 15 ans et plus a duré en moyenne 5 années et 6 mois, c'est-à-dire moins que les six années d'études primaires⁵⁴⁰⁶ ».

Au niveau de l'employabilité des diplômés de l'enseignement postsecondaire, elle constitue une préoccupation puisque cette catégorie a un taux d'intégration médiocre sur le marché du travail. Selon la banque mondiale « en 2019, les personnes ayant suivi des études postsecondaires représentaient 26% des chômeurs ». Cela peut être expliqué par la création limitée d'emplois d'un côté, mais également la non-adéquation entre les compétences acquises dans l'école et les besoins du marché du travail. Et toujours pour la banque mondiale « Le Maroc se doit d'obtenir un meilleur rendement des investissements dans le capital humain », car ça représente un obstacle au développement du pays.⁵⁴⁰⁷

Le dernier rapport du Conseil Economique, Social et Environnemental soulève un autre problème lié à la qualité de l'enseignement au Maroc à savoir les jeunes NEET⁵⁴⁰⁸. Selon ce rapport un jeune sur quatre âgé de 15 à 24ans est un « NEET ». « le Maroc semble sous-exploiter son potentiel, comme en témoignent les indicateurs du marché du travail qui révèlent une situation préoccupante. Le taux d'activité des jeunes âgés entre 15 et 24 ans ne dépasse pas les 23,5 %, avec des chiffres encore plus alarmants ...chez les détenteurs d'un diplôme supérieur (19,8 %) ⁵⁴⁰⁹. Ces jeunes « NEET » sont à cette situation à cause de « l'absence d'opportunités d'emploi (34%), l'abandon scolaire (26,8%) et l'inadaptation des diplômes avec le marché du travail (26,5%) ⁵⁴¹⁰».

⁵⁴⁰⁵ Le Conseil Supérieur de l'Éducation, de la Formation et de la Recherche Scientifique, ÉLÈVES MAROCAINS EN MATHÉMATIQUES ET EN SCIENCES DANS UN CONTEXTE INTERNATIONAL RAPPORT THÉMATIQUE TIMSS 2015,2018, p9

⁵⁴⁰⁶ Le Conseil Supérieur de l'Éducation, de la Formation et de la Recherche Scientifique, ATLAS TERRITORIAL DES DISPARITÉS EN ÉDUCATION 2017, p8

⁵⁴⁰⁷ Banque internationale pour la reconstruction et le développement / Banque mondiale, PLEINS FEUX SUR LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL Le secteur de l'emploi au Maroc Recenser les obstacles à un marché du travail inclusif, 2021, p40

⁵⁴⁰⁸ Les jeunes ni en emploi, ni en éducation, ni en formation

⁵⁴⁰⁹ Conseil Economique, Social et Environnemental, Les jeunes NEET : Quelles perspectives d'inclusion socio-économique ? 2024, p12

⁵⁴¹⁰ Conseil Economique, Social et Environnemental, Les jeunes NEET : Quelles perspectives d'inclusion socio-économique ? 2024, p19

Conclusion

On ne peut pas prétendre avoir approché toutes les interactions entre la déclaration de Paris et les programmes de réforme qu'a connu le système éducatif marocain. Mais on peut dire que cette déclaration a un impact sur tout ce qui est procédural lors de la formulation des politiques éducatives, leur mise en œuvre et leur évaluation.

Malgré la volonté de la déclaration de Paris de donner plus d'autonomie au pays partenaires pour élaborer leurs stratégies et déterminer leurs priorités, les rapports et les observations des organisations internationales restent le mot clé de toute politique nationale dans un contexte de mondialisation et de concurrence entre pays.

La mise en œuvre de la déclaration de Paris dans le domaine de l'éducation au Maroc a un résultat mitigé. Puisqu'au niveau de l'offre scolaire on a pu offrir une place dans l'école pour chaque enfant marocain, mais reste beaucoup à faire au niveau de la qualité des apprentissages et de l'efficacité des investissements entrepris. Bien sûr tout cela à fin d'atteindre le niveau de développement souhaitable et accéder au statut de pays émergent.

❖ Références

- Banque internationale pour la reconstruction et le développement / Banque mondiale, PLEINS FEUX SUR LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL Le secteur de l'emploi au Maroc Recenser les obstacles à un marché du travail inclusif, 2021.
- Conseil Economique, Social et Environnemental, Les jeunes NEET : Quelles perspectives d'inclusion socio-économique ?, 2024.
- Constitution du Maroc 2011.
- Cour des comptes, Rapport relatif à l'évaluation du programme d'urgence -Ministère de l'éducation nationale, Mai 2018.
- Déclaration de Paris sur l'efficacité des aides au développement, 2 Mars 2005, Paris.
- Discours du Trône, Mercredi 30 juillet 2003, à Tanger)
- Jean Coussy, « Etats africains, programmes d'ajustement et consensus de Washington », L'Économie politique 2006/4 (n o 32), Éditions Alternatives économiques, pages 29 à 40.
- Katz (R.), Mair (P.), « Changing Models of Party Organization and Party Democracy: The Emergence of the Cartel Party », Party politics 1.1, 1995.
- Le Conseil Supérieur de l'Éducation, de la Formation et de la Recherche Scientifique, RÉSULTATS DES ÉLÈVES MAROCAINS EN MATHÉMATIQUES ET EN SCIENCES DANS UN CONTEXTE INTERNATIONAL RAPPORT THÉMATIQUE TIMSS 2015,2018.
- Le Conseil Supérieur de l'Éducation, de la Formation et de la Recherche Scientifique, RÉSULTATS DES ÉLÈVES MAROCAINS DANS L'ÉTUDE INTERNATIONALE SUR LE PROGRÈS EN LITTÉRATIE PIRLS 2016,2019.
- Le Conseil Supérieur de l'Éducation, de la Formation et de la Recherche Scientifique, PISA 2018 RAPPORT NATIONAL RÉSUMÉ,2021.
- Le Conseil Supérieur de l'Éducation, de la Formation et de la Recherche Scientifique, PROGRAMME NATIONAL D'ÉVALUATION DES ACQUIS DES ÉLÈVES DU TRONC COMMUN PNEA 2016 RAPPORT ANALYTIQUE RÉSUMÉ.
- Le Conseil Supérieur de l'Éducation, de la Formation et de la Recherche Scientifique, LA MISE EN ŒUVRE DE LA CHARTE nationale D'ÉDUCATION ET DE FORMATION 2000-2013 Acquis, déficits et défis RAPPORT Analytique, décembre 2014.

- Le Conseil Supérieur de l'Éducation, de la Formation et de la Recherche Scientifique, PISA 2018 RAPPORT NATIONAL RÉSUMÉ, 2021.
- Le Conseil Supérieur de l'Éducation, de la Formation et de la Recherche Scientifique, ÉLÈVES MAROCAINS EN MATHÉMATIQUES ET EN SCIENCES DANS UN CONTEXTE INTERNATIONAL RAPPORT THÉMATIQUE TIMSS 2015, 2018.
- Le Conseil Supérieur de l'Éducation, de la Formation et de la Recherche Scientifique, ATLAS TERRITORIAL DES DISPARITÉS EN ÉDUCATION 2017.
- Loi organique N°130-13 relative à la loi de finances, bulletin officiel, N°6370, 18-6-2015.
- Ministère de l'Éducation Nationale, de l'Enseignement Supérieur, de la Formation des Cadres et de la Recherche Scientifique, Pour un nouveau souffle de la réforme Présentation du Programme « NAJAH 2009-2012 » Rapport de synthèse, Juin 2008 .
- Ministère de l'éducation nationale, du préscolaire et du sport, Cadre de déploiement 2023-2024.
- Ministère de l'éducation nationale du préscolaire et du sport, feuille de route 2022-2026- 12 engagements pour une école publique de qualité.
- Peter Mair, « Gouvernement représentatif v. Gouvernement responsable », Revue internationale de politique comparée, 2011/2 (Vol.18), Éditions De Boeck Supérieur, pages 149 à 164.
- محمد عابد الجابري، أضواء على مشكل التعليم بالمغرب، دار النشر المغربية، الدار البيضاء، الطبعة الأولى، 1973.
- وزارة التربية الوطنية والتكوين المهني والتعليم العالي والبحث العلمي، بشأن تفعيل أحكام القانون الإطار رقم 17-51 المتعلق بمنظومة التربية والتكوين والبحث العلمي، مذكرة رقم 20×47، 18 شتنبر 2020.
- وزارة التربية الوطنية والتكوين المهني، حافظة المشاريع المندمجة لتفعيل الرؤية الاستراتيجية 2015-2030، 11 يوليوز 2016.
- وزارة التربية الوطنية والتكوين المهني، مذكرة إطار في شأن التنزيل الأولي للرؤية الاستراتيجية 2015-2030 من خلال تفعيل التدابير ذات الأولوية، مذكرة رقم 15×99 بتاريخ 12 أكتوبر 2015
- <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/DT.ODA.ALLD.CD?locations=MA>
- <https://geoconfluences.ens-lyon.fr/glossaire/ajustement-structurel#:~:text=Les%20programmes%20d'ajustement%20structurel,crit%C3%A8res%20de%20l'orthodoxie%20lib%C3%A9rale%2C>
- <https://www.finances.gov.ma/fr/Pages/detail-actualite.aspx?fiche=1008>
- <https://www.oecd.org/fr/cad/financementpourledveloppementdurable/normes-financement-d%C3%A9veloppement/aidepubliqueaud%C3%A9veloppementdefinitionetchampcouvert.htm#ODA2017>